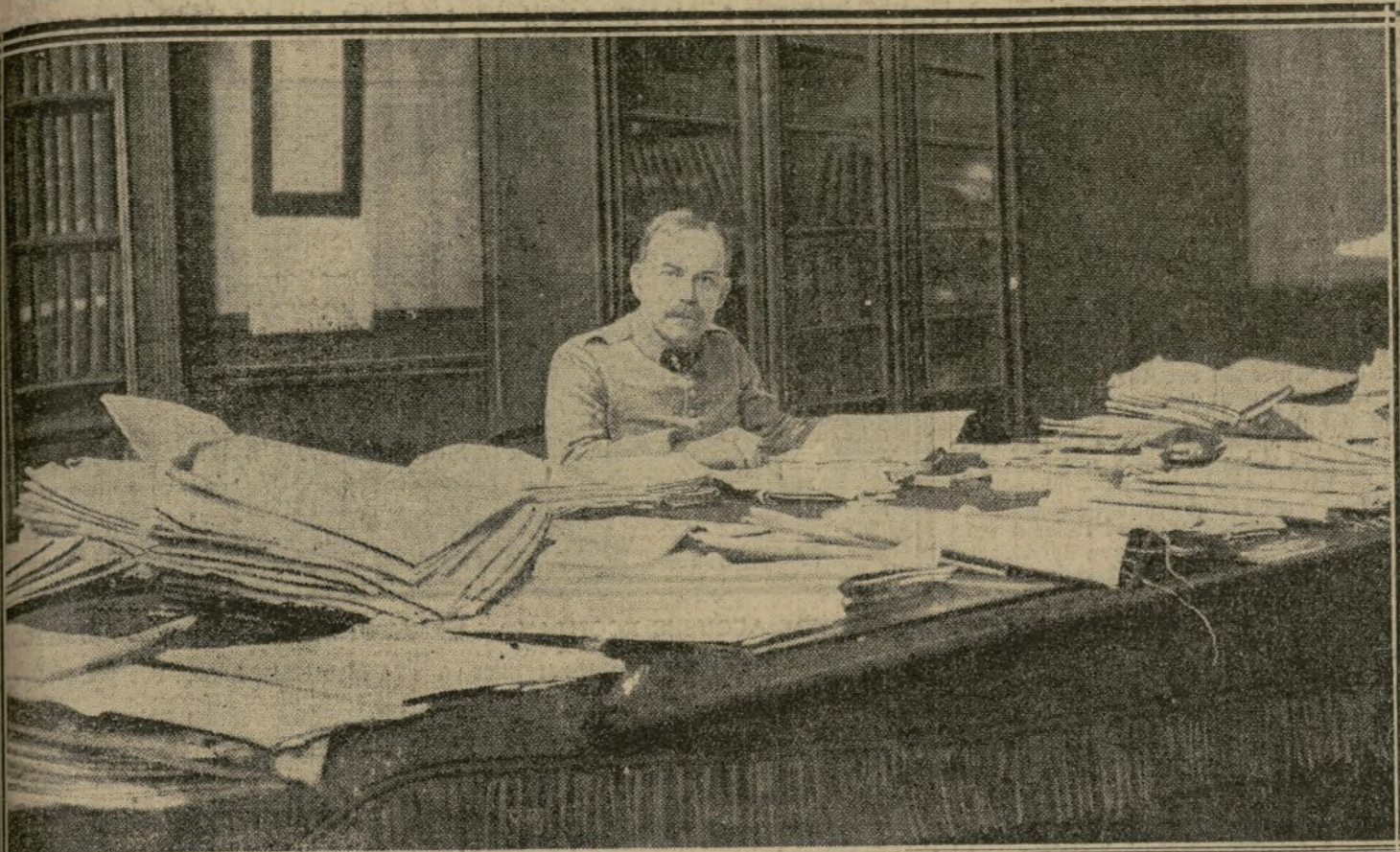


LA PREMIÈRE AUDIENCE DU PROCÈS HUMBERT

ELLE A ÉTÉ ENTIÈREMENT CONSACRÉE A LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION



LE LIEUTENANT JOUSSELIN CLASSE LES PIÈCES DU DOSSIER



LE DOSSIER DE L'AFFAIRE TRANSFÉRÉ DANS LA SALLE D'AUDIENCES



Humbert écoutant son avocat



Pierre Lenoir



PHOTOGRAPHIE DU TAXI DE M. CHARLES HUMBERT QUITTANT LA PRISON DE LA SANTÉ, HIER, A 11 h. 30. — CROQUIS D'AUDIENCE, PAR TOR

Un colloque important
de Charles Humbert
et de son avocat

Pierre Lenoir



Humbert pendant la lecture



Lenoir et Desouches



Capitaine Ladoux

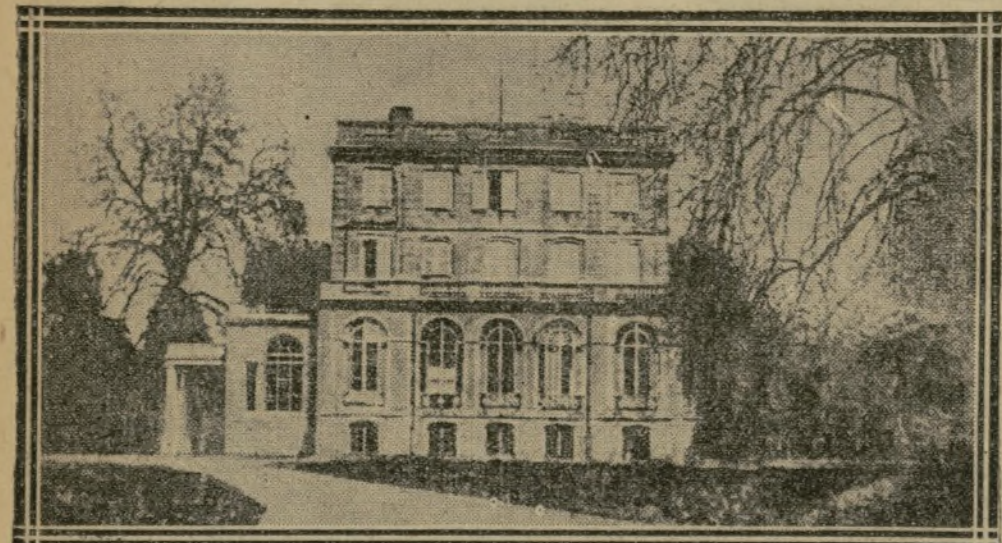
Charles Humbert
examine ses juges

L'AUDIENCE PENDANT LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION. AU BANC DES ACCUSÉS, DE GAUCHE A DROITE : MM. LENOIR, DESOUCHES, HUMBERT ET LE CAPITAINE LADOUX. Peu de monde relativement, hier, au 3^e Conseil de guerre. On sait que les débats seront longs, et le public attend les audiences à incidents, les audiences sensationnelles. Un président et quatre juges suppléants ont été désignés. Visiblement émus par leur premier contact avec le Conseil, les accusés répondent à voix basse à l'interrogatoire d'identité. En plus de la photographie qui les montre pendant la lecture de l'acte d'accusation, nous publions des croquis d'audience fixant leurs expressions et leurs attitudes les plus caractéristiques. En haut, deux photos des pièces du dossier de l'affaire, témoignant de l'importance de l'instruction.

LES ALLIÉS VONT EXIGER LE DEBARQUEMENT A DANTZIG DES DIVISIONS HALLER

Le maréchal Foch se rendra personnellement à Spa et signifiera, le 3 avril, au ministre de l'Empire allemand Erzberger la décision de l'Entente.

UNE NOTE DE LA COMMISSION INTERALLIÉE EN POLOGNE



LE CHATEAU DE VILLETTE, PRES DE PONT-SAINTE-MAXENCE

Il y a deux questions de Dantzig : celle de Dantzig, port désigné par les Alliés comme point de débarquement des troupes polonaises stationnées actuellement en France, et celle de Dantzig, appelé à devenir la grande fenêtre de l'Etat polonais, ouverte sur la Baltique.

La première est entrée dans sa seconde phase : le gouvernement allemand avait opposé aux Alliés une fin de non-recevoir; les Alliés ripostent par le départ du maréchal Foch à Spa, avec pleins pouvoirs pour exiger l'acceptation pure et simple de leur demande. C'est M. Erzberger que Berlin envoie pour régler l'affaire avec le généralissime des armées alliées.

Les Allemands céderont-ils ? On est amené à le croire par la lecture de leurs télégrammes. Ils ont certainement opéré un recul. Ce n'est point pour surprendre. Il a suffi de leur parler ferme. Leur service de propagande va jusqu'à parler d'une certaine communauté de sentiments de nature à éviter la rupture des pourparlers. « Il suffirait, ajoutent-ils, que la sécurité ou le maintien des intérêts nationaux allemands fût assuré, en cas de débarquement des troupes polonaises en territoire allemand. » Le ton a changé : il était différent, il y a trois jours.

Quant à l'avenir de Dantzig, il ne paraît pas être encore déterminé d'une manière définitive. On parle de la neutralisation du port et de ses environs immédiats. C'est encore une de ces solutions ambiguës qui ne donnent satisfaction à personne et qui ne sont que des expédients dangereux.

La manière nette, précise et ferme avec laquelle est menée la question du débarquement des troupes polonaises est trop avantageuse pour qu'elle ne soit pas adoptée comme unique méthode de travail. Elle a, en outre, le mérite de démontrer à l'ennemi l'indéfectible cohésion et, surtout, la complète solidarité des puissances alliées.

A cette solidarité nous avons fait appel pour la défense de quelques-uns de nos intérêts vitaux. La presse anglaise nous montre que nous avons été entendus.

Le bruit court que des améliorations notables seraient apportées aux solutions envisagées pour certains problèmes particulièrement importants. Afin de nous assurer un glacie plus solide le long de la rive gauche du Rhin, nous recevons un mandat d'ordre international pour faire respecter les sanctions comprises dans le traité de paix. Pour le bassin de la Sarre, le régime économique spécial suggéré serait doublé de droits qui nous seraient reconnus, de manière à éviter frictions et incidents avec nos voisins. Pour les réparations pécuniaires, on tiendrait compte plus largement de nos sacrifices douloureux.

Tout cela est de bon augure. A qui, d'ailleurs, revient davantage qu'à la France le droit d'être traité avec justice ? — JEAN MÉNÉVAL.

La délégation allemande des finances sera aujourd'hui en France

La commission allemande des finances arrivera aujourd'hui au matin à Pont-Sainte-Maxence, près de Senlis, et logera au chateau de Villette. Pont-Sainte-Maxence est le petit pays où le maréchal Foch reçut, en novembre 1918, les plénipotentiaires allemands qui vinrent demander la conclusion de l'armistice.

LA NATION POLONAISE A RECU LA PROMESSE D'UN ACCÈS A LA MER

VARSOVIE, 31 mars. — Une note communiquée à la presse dit :

La commission interalliée, en quittant la Pologne, désire exprimer à toutes les classes de la population ses remerciements les plus sincères pour l'accueil cordial qu'elle a reçu et pour les facilités qui lui ont permis d'enquêter sur la situation et sur les besoins du pays.

Ayant terminé sa tâche, et grâce à l'aide amicale de tous, elle est actuellement en état de déposer ses conclusions devant la Conférence de la paix. Avant de partir, pourtant, elle désire, une fois de plus, assurer les habitants de la Pologne de la profonde sympathie avec laquelle les gouvernements alliés regardent les efforts de la nation polonaise pour reconstruire le pays sur une base solide de liberté, de force militaire et de prospérité, grâce à un régime de droits égaux pour tous les citoyens. Chacun d'eux comprend qu'un gouvernement ne peut être assez fort pour défendre son indépendance que quand ses institutions reposent sur le consentement de la majorité du peuple.

En ce qui concerne les frontières occidentales de la Pologne, on peut s'attendre à ce qu'elles soient prochainement fixées par la Conférence de la paix, en concordance avec les principes de justice dont le peuple polonais lui-même réclame l'application.

La nation polonaise a reçu la promesse d'un accès à la mer de la part des gouvernements alliés ; nul ne saurait douter que cette promesse ne soit intégralement réalisée. La frontière orientale sera tracée bien-

VOTES CONTRADICTOIRES

LA TAXE DE LUXE MAINTENUE PAR LE SÉNAT FUT AUSSITÔT RÉTABLIE HIER PAR LA CHAMBRE

La suppression de l'impôt ferait perdre 200 millions au Trésor, dit le ministre des Finances.

ON PROMET DES AMÉLIORATIONS

Malgré les efforts de M. Leboucq, la Chambre qui avait voté vendredi l'abrogation de la taxe revient sur sa décision.

Nous avons fait connaître, hier, la décision de la commission sénatoriale des finances concernant le rétablissement de la taxe de luxe, dont la Chambre avait décidé, vendredi, la suppression.

Un assez long débat s'engagea, dans l'après-midi, à ce sujet, devant la Haute Assemblée.

M. Klotz, ministre des Finances, convia le Sénat à suivre sa commission :

— Il ne s'agit pas, dit-il, de discuter les avantages ou les inconvénients de cette taxe. J'ai déposé un projet pour la rectifier. Sa suppression, votée par la Chambre, amènerait un déficit annuel de 200 millions.

Et le ministre posa la question suivante : « On a jeté un cri d'alarme sur la situation financière. D'une main l'ennemi, peut-on supprimer une taxe sans la remplacer ? »

« Cherchons d'abord le moyen d'améliorer la taxe et, à défaut, de la remplacer. »

M. Paul Strauss, partisan de la suppression de la taxe, soutint que l'expérience avait été concluante :

— Je vous demande, dit-il, de réparer au plus vite l'erreur commise ; syndicats patronaux et syndicats ouvriers le demandent. Il faut maintenir à la France la clientèle qu'elle a dans le monde entier et, pour cela, ne pas entraver le commerce de luxe.

M. Millières-Lacroix rappela qu'en décembre 1917 le Sénat avait voté la taxe malgré la commission des finances, qui désirait avoir le temps de l'étudier :

— Aujourd'hui, dit-il, la taxe existe ; il ne faut pas que le Trésor perde 200 millions !

Le rapporteur général ajouta que la commission des finances présenterait prochainement un nouveau texte qui apporterait à la taxe toutes les améliorations désirables.

Vous pouvez être assuré que la Chambre ne rendra pas sur son vote, fit dominer observer M. Dominique Delahaye.

Et le Sénat supprima la taxe cette nuit. Dans ces conditions, pourquoi ne pas la supprimer tout de suite ?

La taxe de luxe a donné de grands mécomptes au point de vue du rendement, dit encore M. Gaston Menier, et elle risque de faire fuir la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire de priver le Trésor de la source de la taxe.

Je voterai donc contre son rétablissement. Je voterai donc contre son rétablissement. Je voterai donc contre son rétablissement.

Par 141 voix contre 80, la taxe de luxe fut cependant rétablie.

La Chambre s'incline devant le vote du Sénat

A 8 heures du soir, le projet revenait au Palais-Bourbon, et, comme nous l'indiquons d'autre part, la commission du budget demandait à la Chambre d'accepter la décision du Sénat.

M. Charles Leboucq protesta avec énergie :

— Si la Chambre ne maintenait pas son vote, dit-il, elle créerait une immense déception dans le pays, qui s'est réjoui de la suppression de cette taxe !

Comme il se réjouissait de la suppression de cet autre impôt, fit observer M. Klotz.

Le ministre poursuivit :

— Pourquoi la Chambre a-t-elle abrogé la taxe de luxe ? Parce qu'elle considère qu'elle est mal appliquée. La difficulté, à l'heure présente, est d'apporter ici en quelques heures des corrections à cette taxe.

J'en ai apporté au mois d'août qui ont été soumises à la commission de législation fiscale. Vous n'avez pas le droit de créer un trou de 200 millions dans le budget sans le combler. La Chambre n'a pas le droit de laisser croire que nous allons entrer dans une ère de dégrèvements.

Si la taxe est supprimée, le consommateur continuera à la payer et, au lieu du fisc, c'est le commerçant qui l'encaissera.

M. Alexandre Vaponne, président de la commission de la législation fiscale, déclara qu'un rapport sur la question serait déposé dans une dizaine de jours.

On passa au vote. Au dépouillement, les bulletins bleus et les bulletins blancs paraissent presque à égalité. Il y avait cependant une trentaine de voix pour le rétablissement de la taxe. Mais on avait « chargé » les urnes, et on dut procéder à un pontage.

A 9 h. 30 du soir, ses résultats étaient proclamés : la taxe de luxe était rétablie par 248 voix contre 218.

LES RAIDS AUDACIEUX

C'EST LE 15 AVRIL QUE 2 PILOTES ANGLAIS TENTERONT DE FRANCHIR L'Océan Atlantique

Les pilotes Hawker et Griève partiront de Terre-Neuve sur des appareils de faible envergure.

IL S'AGIT D'UNE COURSE D'AVIONS

Les avions lourds ne sont pas assez résistants aux variations atmosphériques pour affronter cette traversée.

La date de départ et même d'arrivée pour la traversée aérienne de l'Atlantique est désormais fixée : les aviateurs britanniques Hawker et Griève annonceront leur intention de quitter Terre-Neuve le 15 avril, à destination de l'Irlande, si le temps est propice ; d'autres espèrent être, le 18 avril, de retour à Londres, qu'ils viennent de quitter pour se rendre en Amérique prendre le départ.

Ce seront des avions biplaces qui auront les premiers l'honneur et l'audace de tenter la grande aventure. A première vue, ce choix peut sembler étonnant, et nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi les appareils qu'on pourrait appeler de gros tonnage, c'est-à-dire ceux qui ont une grande envergure, trois ou quatre ou cinq moteurs et une carlingue spacieuse, pourquoi ces appareils ne se rangent pas à côté des autres sur la ligne de départ.

Ces avions, en effet, permettraient aux pilotes de se relayer aisément et de prendre, durant les heures de relâche, un repas et un sommeil réparateurs ; des mécaniciens pourraient prendre place à bord ; en outre, si un ou même deux moteurs, par suite d'une panne quelconque, tombaient en panne, venant à baisser de régime ou même à s'arrêter complètement, les moteurs intacts pourraient soutenir en l'air l'appareil, non pas certes pour lui permettre d'atteindre son but, mais assez longtemps pour laisser au pilote la possibilité de se poser à proximité d'un navire, et, par conséquent, de sauvegarder l'existence de tout le personnel à bord.

Et pourtant des avions de cette sorte n'entrent pas en compétition pour le moment. C'est qu'il s'agit, dans cette épreuve, non pas d'une excursion aérienne, confortable et la plus sûre possible, mais d'un raid, où tout est sacrifié au résultat, qui est de traverser l'Atlantique. A suivre attentivement les préparatifs de l'immense randonnée, on songe involontairement à une grande course d'autos qui aurait lieu, cette fois, dans l'espace à trois dimensions, et où le pilote des avions, des fossés, et des rencontres serait remplacé par le danger de survoler l'Océan pendant de longues heures du jour et de la nuit. Comme dans l'auto de course, ils sont deux dans l'avion de raid ; mais ils ne jouent pas le même rôle : en l'air, ce n'est pas un mécanicien que le pilote a à ses côtés, pour faire, le cas échéant, la petite réparation salubre ; c'est un navigateur, un marin, qui connaît la mer, qui a longtemps sillonné les divers itinéraires qui mènent d'Amérique en Angleterre, qui sait prévoir les grains qui s'annoncent, et qui fera le point toutes les deux ou trois heures, afin d'éviter tout danger, et, par conséquent, tout retard qui pourrait occasionner un manque d'essence.

Si le navigateur assure ainsi l'itinéraire, le pilote est seul pour maintenir constamment l'équilibre de l'appareil et une marche régulière du moteur fixe, d'environ 375 à 400 chevaux, pendant les vingt heures que durera la traversée.

Mais si cet avion de faible envergure, muni d'un seul moteur, et monté par deux hommes seulement, qui devront, chacun pour leur part, leur salut à leurs seules qualités individuelles d'expérience, d'initiative et d'énergie, semble n'avoir, à ces différents points de vue, que des désavantages sur les appareils lourds, il a sur eux une supériorité incontestable pour la stabilité dans l'air, quelles que soient les constances atmosphériques. Les grands organes de la presse anglaise et américaine publient depuis quelque temps un communiqué journalier de « l'état de vol de l'atmosphère » ; si parfois ils recommandent à certains appareils de ne pas quitter le sol, ils s'adressent aux avions lourds et de grande envergure, jamais à ceux qui sont petits, nerveux et maniables.

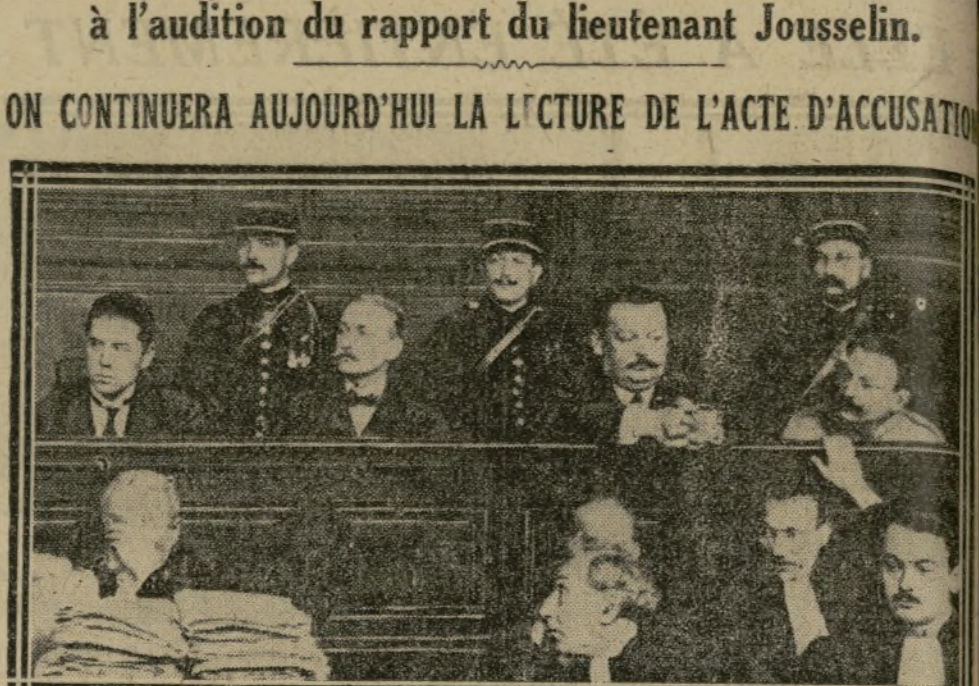
C'est pour cette seule raison de moindre résistance aux variations atmosphériques que les avions lourds, comme les dirigeables, évitent de se ranger sur la ligne de départ ; et ainsi à vitesse sensiblement égale, avec des garanties de confort et de sécurité moins certaines, mais avec des qualités de vol plus grandes, la préférence est incontestablement donnée aux avions biplaces, qui sont les seuls partants prochains de la formidable course.

DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE

LA PREMIÈRE AUDIENCE DE L'AFFAIRE LENOIR-DESOUCHES HUMBERT-LADOUX

Elle n'avait attiré qu'une assistance restreinte. Peut-être était-ce parce qu'on savait qu'elle serait consacrée à l'audition du rapport du lieutenant Jouselin.

ON CONTINUERA AUJOURD'HUI LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION



LES QUATRE ACCUSÉS ÉCOUTANT LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION

Attendant-on depuis trop longs mois cette audience promise à un retentissement énorme ? Le sujet de la cause, tout de fois conté et de si diverses façons, n'a-t-il ému la curiosité publique avant l'heure de la première ? S'est-on montré d'une insolite sévérité dans la distribution des cartes d'entrée ? Les bénéficiaires de ces billets de faveur ? On l'a justement redouté la lecture des 280 pages de l'acte d'accusation ? L'assiduité ou, au contraire, la salle n'offre point son aspect fleuve, bavard et papillonnant des grands jours.

Peu de femmes — signe d'auspice — point d'étoiles ni de vedettes : quelques jeunes avoués, de nombreux avocats, des personnalités politiques et des journalistes, la plupart cités comme témoins, et puis les confumiers et actives phalanges de dessinateurs et de photographes. Sous la galerie de Harlay, dans les couloirs, dans le prétoire, on échange des propos sans passion, des souvenirs sans accent, des pronostics sans hardiesse. Décidément, l'affaire ne fait pas, on n'ose dire ne fera pas recette.

Une heure. Les membres du conseil de guerre font leur entrée. Dans la grisaille de l'atmosphère, apparaît le président, le colonel Masselin, figure débonnaire et sympathique de vieux soldat. Derrière lui, son suppléant éventuel, le colonel Voyer, qui présida dans l'affaire Bolo, et puis un barilard d'uniformes bleu horizon, kaki, bleu marine tout constellés de croix.

Un bruit de porte à peine perceptible dans le brouhaha obligé d'une salle pleine de monde : les accusés sont introduits :

M. Pierre Lenoir, grand, trapu, brun, le front bas, les yeux petits, le regard vague, le menton carré, massif, un pli amer crispant des lèvres épaisses. Quelle impression produit cet homme ! Mais comment la qualifier ? Il faudrait, pour le faire, oublier que la tête de cet homme, de ce jeune homme, est en jeu.

M. Guillaume Desouches, petit, fluet et blême, les traits émaciés, le regard brillant et effaré, l'air d'un rat surpris dans un buffet. Eh quoi ! c'est cet être fluet, quasi microscopique, c'est cet être menu, menu, qui jonglait avec les millions de l'étranger qui jonglait avec les millions de l'étranger et rêvait d'un gigantesque trust de journaux ! Ce basochien détourné de sa route est ne trop tard pour un Balzac. Malin qui devinerait, au premier coup d'œil, ce qui se peut cacher sous une enveloppe aussi fragile !

M. Charles Humbert, très peu différent, au physique, du personnage que tout Paris connaît : le visage légèrement empâté, les traits tirés par la fatigue, le teint d'une coloration moins haute et moins claire. Le sénateur de la Meuse fait son entrée à une allure dégingée, en homme décidé à ne pas craindre l'obstacle. Il a cependant un rapide haussement d'épaule, comme pour signifier : « Moi, ici ! Non, c'est tout de même trop ridicule ! » Et il s'assoit, résigné, mu bougonnant, rongé son frein intérieur, tel qu'on le pouvait voir au temps de sa puissance, quand, d'aventure, les événements contrariaient ses desseins.

Le capitaine Ladoux, physionomie effacée à côté des précédentes. Il n'a plus sa barbe familière aux photographes ; il n'a gardé

LA LECTURE DU RAPPORT

La lecture du rapport du lieutenant Jouselin a occupé toute l'audience d'aujourd'hui. Elle remplira de même toute la séance d'aujourd'hui.

Nous en avons donné hier une analyse rapide mais complète. Aussi bien le détail des faits relatés dans les 280 pages du rapport est-il impossible à suivre. Nous le retrouverons, l'un après l'autre, au cours des interrogatoires et des témoignages.

Le rapport n'a d'ailleurs étudié aujourd'hui, après un exposé d'ensemble de l'affaire, que les cas de Lenoir et Desouches.

Pour Lenoir, les faits retenus par l'accusation peuvent se résumer ainsi : d'abord, fait capital, la réception, par l'intermédiaire de Scheller, en Suisse, de Desouches, en France, en juillet 1915, de dix millions allemands. Ce sont ensuite les huit ou neuf voyages suspects en Suisse pendant qu'il était mobilisé. C'est la tentative faite par lui pour passer dans le journal l'intermédiaire du ministre des Finances allemand Helfferich. Ce sont ses relations avec Munir pachà, ancien ambassadeur de Turquie à Paris, qu'il avait chargé de rechercher dans les sphères officielles austro-allemandes des renseignements d'ordre économique, dans le but d'amener un rapprochement franco-allemand et de dresser un acte d'accusation contre notre alliée l'Angleterre. C'est, enfin, la correspondance secrète, en Suisse, qu'il recevait de Berne par l'intermédiaire de la baronne d'Arlix.

Dans ces télégrammes en langage crypté, les « enfants » représentaient les millions. « Alfred », le paiement du 8 juillet 1915. « Robert », celui du 20 juillet. Quant au signataire « Suzanne Aubert », ce ne sera autre que le prince allemand de Radowski, que les renseignements de notre ambassade à Berne désignent comme ayant, dans le cours de l'été 1915, acheté pour 10 millions un journal français.

Quant à Desouches, l'accusation lui reproche d'avoir fait, lui aussi, différents voyages en Suisse, d'avoir rédigé le contrat Scheller, dont le projet a été retrouvé dans ses papiers, écrit de sa main. Enfin, d'avoir comploté la véritable origine des fonds qui précèdent, avoir toujours cru provenir de M. Lenoir.

Le rapport étudiera aujourd'hui le rôle personnel de M. Charles Humbert.

PHOTOS PRISES PENDANT L'INTERROGATOIRE DES ACCUSÉS DE L'AFFAIRE HUMBERT



M. PIERRE LENOIR, M. GUILLAUME DESOUCHES, M. CHARLES HUMBERT, LE CAPITAINE LADOUX

LES DOUZIÈMES PROVISOIRES LE SÉNAT ET LA CHAMBRE FINALEMENT D'ACCORD VOTE LES DEUX PROJETS

Haute Assemblée revendique son droit de contrôle financier.
Chambre accepte les suggestions des sénateurs.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses ci-dessus, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

M. Lacroix, rapporteur général, a fait lecture de son rapport. Il a souligné l'importance de ces deux projets de loi pour le rétablissement de la confiance et le relèvement de la situation financière du pays.

Le ministre des Finances, M. Poincaré, a répondu au rapport. Il a déclaré que le gouvernement était heureux de voir le Sénat et la Chambre d'accord sur ces deux projets de loi.

Après avoir indiqué que la situation financière du pays était grave, M. Poincaré a déclaré que le gouvernement était résolu à faire tout ce qui était en son pouvoir pour surmonter ces difficultés.

Le projet de loi relatif aux dépenses a été adopté à l'unanimité. Le projet de loi relatif aux recettes a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

LES ÉVÉNEMENTS DE HONGRIE

LES MISSIONS ALLIÉES ONT ÉTÉ INSULTÉES PAR LES GARDES ROUGES

L'accord parfait est loin de régner entre Bela Kun, le chef des Soviets hongrois, et les Soviets russes.

BERGRADE, 31 mars. — La mission militaire française à Budapest, sous les ordres du lieutenant-colonel Vix, est arrivée hier, ainsi que les missions anglaise et serbe. Jusqu'à son départ de Budapest, elle a été insultée dans sa villa, rue Andrassy. Les autorités hongroises ont observé une attitude correcte à l'égard des officiers alliés, mais on a l'impression qu'elles n'ont guère la maîtrise des éléments de désordre qu'elles ont déchaînés. Les Alliés ont été insultés dans les rues et leur domicile a été envahi par les gardes rouges.

Les Anglais ont quitté la capitale hongroise

LONDRES, 31 mars. — On télégraphie de Budapest : Les canonniers britanniques ont quitté Budapest, emmenant les délégués du gouvernement anglais. Le professeur Brown, un des délégués de la commission de ravitaillement, le major Franklin et les représentants de l'armée britannique demeurent momentanément dans la capitale hongroise.

Bela Kun fait son rapport à Tchitcherine

LONDRES, 31 mars. — Dans un radio adressé à Tchitcherine, Bela Kun s'exprime ainsi : « Ma politique extérieure répond à la tactique que vous avez adoptée en Russie et non à celle de notre ancienne fraction. Les ouvriers autrichiens sont solidaires avec nous. Les ouvriers slaves du Sud et leurs leaders nous soutiennent contre les socialistes gouvernementaux de Zagreb (Agram). » L'Entente n'a pas encore commencé d'opérations militaires sérieuses. L'armée française du Sud est très faible et démoralisée. Faut-il que je cherche à amener un rapprochement entre les Américains et Lénine ? Qu'en pensez-vous ? » Nous poursuivons énergiquement l'organisation de l'armée rouge dans laquelle figurent nos frères ouvriers russes, pris parmi les prisonniers de guerre. Soyez tranquille, je suis toujours celui que vous avez connu en Russie : un bon élève de Karl Marx et de Lénine, qui sait très bien appliquer leurs méthodes. — BELA KUN.

Tchitcherine la traite de menteur

LONDRES, 31 mars. — Un radiotélégramme de Tchitcherine à Bela Kun s'élève avec véhémence contre le message émanant du gouvernement des Soviets hongrois et qui annonçait que la nouvelle république communiste se préparait à envahir la Serbie.

Le comte Karolyi est à Vienne

BERNE, 31 mars. — D'après l'agence Centrale, le comte Karolyi se trouve à Vienne ; ses adversaires politiques l'ont insulté dans la rue.

Un député belge demande la création d'une République rhénane

BRUXELLES, 31 mars. — Le député socialiste, M. Flahissière, a renouvelé la question de la création d'une République rhénane.

Le Sénat a voté hier les deux projets de loi relatifs aux douzièmes provisoires. Le premier, relatif aux dépenses, a été adopté à l'unanimité. Le second, relatif aux recettes, a été adopté à la majorité de 218 voix contre 196.

Le kaiser espère revenir en Allemagne

LONDRES, 31 mars. — M. Harold Begbie, correspondant de *Daily Chronicle* en Hollande, qui vient d'être reçu par Guillaume II, publie ces impressions : « Le kaiser, dit-il, est encore plein d'énergie, bien que ses cheveux soient blancs ; mais il a renoncé à ses sorties et à son travail de bucheron. Son seul exercice en plein air consiste en une demi-heure de marche autour des fossés du château. Le reste du temps, il se tient dans sa chambre, faisant la lecture à l'impériale. »

Une flotte de secours pour Arkhangel

NEW-YORK, 31 mars. — L'Amirauté annonce que trois croiseurs et quinze destroyers vont joindre la flotte alliée à Arkhangel, afin d'aider à rétablir les communications pour le secours des troupes américaines.

Les Lettons seraient aux portes de Riga

LONDRES, 31 mars. — On mande de Copenhague, 30 mars, au *Daily Telegraph* : « On prévoit que Riga sera bientôt reprise, probablement dans quelques jours. Les Lettons sont à environ vingt-cinq milles de la ville et s'avancent rapidement. »

Les troubles d'Égypte

LONDRES, 31 mars. — D'après des renseignements officiels, parvenus à l'agence Reuters, le 20 mars, la ligne de chemin de fer entre Assiout et Toul-Baroud, probablement entre les Bédouins. Le calme règne à Assiout, au Caire et aux environs, à part de nouveaux désordres à Mansourah, le 18 mars, où les troupes ont rétabli l'ordre.

A Medinet, dans la province de Fayoum, la garnison a été attaquée le 19 mars par les Bédouins, qui ont laissé 400 tués et blessés.

POLEMIQUE ALLEMANDE

LA PRESSE DE GAUCHE ATTAQUE VIOLEMMENT LA PRESSE DE DROITE

Scheidemann et Ludendorff sont les héros de ce duel, d'un genre nouveau, à coups d'articles.

BERNE, 31 mars. — La presse allemande consacre toujours de longs commentaires à ce que la *Gazette de Voss* appelle « le duel Scheidemann-Ludendorff ». Une polémique extrêmement violente est engagée entre la droite et la gauche.

Le *Vorwärts* flétrit, une fois de plus, les spartakistes de droite : « L'heure est venue, écrit-il, de défendre les conquêtes de la révolution. Nous ne craignons pas une lutte contre la réaction. »

Le *Berliner Tageblatt* est, lui aussi, très ardent contre le parti conservateur ; il fait le plus grand éloge du discours qu'a prononcé Scheidemann, le 25 mars, à l'Assemblée nationale.

Le discours mordant et extrêmement habile a recueilli les applaudissements de la majorité et il a provoqué les sifflets de la droite. Et les grands coups de poing sur la table accentuant le passage du discours relatif à Ludendorff montraient toute l'importance que Scheidemann attachait à cette question.

La *Gazette de Voss* reconnaît que le discours du président du Conseil a produit une grande impression, mais elle voit dans ce discours moins le langage d'un ministre que d'un chef de parti qui lutte pour la position de son parti ou pour sa position dans son parti. Elle regrette que le ministre se livre à des attaques en public contre le général Ludendorff. Elle voudrait plus de réserve pour un homme qui a un passé aussi glorieux.

« La Lorraine » n'a pas eu d'accident

Au secrétariat du service central de la Compagnie Générale Transatlantique, rue Auber, on a déclaré, hier matin, que la nouvelle d'après laquelle le paquebot *La Lorraine*, transportant des troupes américaines, serait entré en collision avec un autre navire est absolument inexacte.

Arrivée de « La Lorraine » à New-York. NEW-YORK, 31 mars. — *La Lorraine* est arrivée en bon état, ce matin, à 10 heures. On ne connaît jusqu'à présent aucun incident de route.

Un record de vitesse postale

TOULOUSE, 31 mars. — Notre compatriote M. Pujol, directeur de l'Ecole française de Figueras (Espagne), vient de recevoir une carte mise à la poste de Lyon le 29 juillet 1905, c'est-à-dire après treize ans, huit mois et dix-sept jours.

C'est évidemment un record qu'on peut rapprocher de ceux qu'*Excelsior* a signalés il y a quelques semaines.

La Chambre et le Sénat en conflit au sujet des dommages de guerre

La commission des dommages de guerre de la Chambre a repoussé, hier, une proposition qui tendait à l'adoption pure et simple du texte que vient de voter le Sénat pour le projet portant réparation des dommages de guerre.

Elle a chargé son rapporteur, M. Eymond, de lui apporter aujourd'hui des rédactions sur les points à propos desquels la Chambre est en désaccord avec la Haute Assemblée.

Un nouveau Congrès socialiste international se tiendrait en Suisse

Un manifeste sera lancé le 1er mai

Le Comité exécutif de la Conférence internationale ouvrière et socialiste de Berne a décidé de convoquer à Amsterdam, pour le 26 avril, une réunion de la commission générale permanente, pour examiner les questions laissées en suspens par la Conférence de Berne, et notamment les questions territoriales.

Le Comité proposera à Amsterdam de convoquer un nouveau congrès international qui se tiendrait en Suisse vers le mois d'août. Il serait entendu qu'on y discuterait la reconstruction de l'Internationale, le système politique de la classe ouvrière, démocratie et dictature, les questions économiques et financières, le militarisme et la question des responsabilités.

La réunion de Paris a décidé en outre de lancer un manifeste le 1er mai.

La fin d'un conflit

Le préfet du Rhône remplacé et appelé à d'autres fonctions

Par décret en date du 31 mars, M. Canet, directeur du personnel au ministère de l'Intérieur, est nommé préfet du Rhône, en remplacement de M. Maréchal, appelé à d'autres fonctions.

Ce mouvement sert d'épilogue à une série d'incidents connus de nos lecteurs, et à la suite desquels un conflit s'était élevé entre M. Maréchal et M. Herriot, maire de Lyon, sénateur, ancien ministre, au sujet du rattachement de la grande cité. En cette circonstance, M. Herriot ne peut le dire, à eu avec lui l'unanimité de ses administrés.

Le grand gala d'aujourd'hui à l'Opéra

Voici la dernière liste de souscription pour le grand gala organisé par le Syndicat de la Presse au profit des enfants des départements libérés, et qui aura lieu, cet après-midi, à l'Opéra : S. M. le roi de Roumanie, 10,000 francs ; MM. Piver et Cie, 5,000 francs ; Société Alsacienne de constructions mécaniques (baugnoire), 1,000 francs ; M. et Mme Antonesco (auteurs), 500 francs ; Mme Emile Halphen (auteurs), 1,000 francs ; dons, 1,500 francs ; fauconniers orchestre et balcons, petites places, 3,100 francs ; total : 25,100 francs. Les listes précédentes, 281,700 francs ; total général : 406,800 francs.

A LA DIÈTE JAPONAISE

LE VICOMTE UCHIDA EXPLIQUE ET GLORIFIE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Il fait l'exposé des relations avec la Chine et du rôle imparté aux troupes nipponnes en Sibérie.

TOKIO, 31 mars. — La dernière séance de la Diète japonaise vient d'avoir lieu.

Le vicomte Uchida, ministre des Affaires étrangères, parlant à la Chambre des représentants en réponse aux interpellations concernant la distinction des races, a dit notamment :

« Le gouvernement, croyant fermement au principe fondamental de la Ligue des Nations qui contient l'assurance d'une paix durable pour le monde et la réalisation de la justice et de l'égalité, a cru bon de faire remarquer définitivement la nécessité d'établir les distinctions légales établies sur la base de la différence des races en vue d'effectuer la perfection et la glorieuse réalisation de la Ligue des Nations. »

« Les détails de l'attitude des délégués chinois et japonais, à la Conférence de la paix, au sujet du problème du Chan-Toung, ne peuvent pas être à présent divulgués au public, mais les faux bruits concernant une prétendue tentative de la part du Japon d'exercer une influence sur la Chine, pour la solution de cette question, ont été spontanément rectifiés par le gouvernement chinois. »

« La question d'aider les Tcheco-Slovaques, qui constituent le plus primordial des problèmes militaires en Sibérie, a été étudiée, mais, en raison de la nécessité de maintenir la paix et l'ordre en Sibérie orientale, environ 26,000 hommes s'y trouvent toujours, ayant un rôle strictement limité à cet objet. »

Une escadre anglaise viendra à Cherbourg

CHERBOURG, 31 mars. — Une escadre anglaise composée de six croiseurs, dont le *Queen-Elizabeth*, et de huit destroyers, séjournera à Cherbourg les 22, 23, 24 avril.

Un projectile d'une portée de 310 kilomètres

NEW-YORK, 31 mars. — Le docteur Robert H. Goddard, professeur de physique au Clark College, a établi les plans et terminé les essais d'un nouveau projectile, d'une portée dépassant 200 milles (310 kilomètres). Les essais ont eu lieu avec l'aide du département américain de la guerre.

C'est un explosif spécial qui se trouve dans les airs sans avoir besoin d'un canon pour son lancement. L'ordonnée de la trajectoire dépasserait 70 milles.

Les aviateurs démobilisés conserveront leur insigne

Un décret du 18 décembre dernier accorde aux militaires d'une formation des armées le droit de conserver leur casque. M. Clemenceau vient de faire signer un décret aux termes duquel officiers et hommes de troupes appartenant ou ayant appartenu au personnel navigant d'une unité combattante de l'aviation ou de l'aérostation recevront l'insigne mobile distinctif de leur emploi, qu'ils auront le droit de porter lorsqu'ils seront rendus à la vie civile.

NOUVELLES BRÈVES

— L'administration des journaux officiels a fait un tirage spécial de la loi, du décret et de l'instruction concernant l'attribution de l'indemnité de démobilisation aux militaires renvoyés dans leurs foyers. Ce document est en vente aux guichets du *Journal officiel*, 31, quai Voltaire, au prix de 0,10 centimes.

— Le président de la République a reçu hier, à déjeuner, dans l'intimité, M. Sharp, ambassadeur des États-Unis.

— Hier soir, au Cercle français de la Presse étrangère, a eu lieu une réception organisée par les Dominions britanniques. Le professeur Mantoux, sir Robert Borden et M. Guernier, députés, ont prononcé des discours.

— A partir d'aujourd'hui quatre bonchettes municipales sont transférées : rue de Vouillé, 62 ; rue Didot, 65 ; au marché Edgar-Quinet (tous les jours), et 92, avenue d'Italie. Une nouvelle bonchette s'ouvrira, 51, rue Geoffroy-Saint-Hilaire ; les marchés de Breteuil et du Point-du-Jour seront approvisionnés tous les jours.

Deux cambrioleurs ont été surpris, hier, alors qu'ils dévalisaient l'appartement de Mlle Hébert, 124, rue de Sévres. L'un des malfaiteurs, muni de armes, avait dissimulé 20,000 francs de bijoux dans une jambe mécanique.

— Le général Pershing, accompagné du maréchal Belain, s'est rendu au G. Q. G. français. Il y a remis la médaille du « Distinguished Service Medal » aux généraux Dubail, Berdonnat, Abry, Hery, de Montclair, Lempert, Sainte-Claire Deville, Pont, Pétier, Gignat, etc.

— On mande de Washington que Goldsoll vient d'être mis en liberté.

— A Puteaux, une automobile a renversé, dimanche soir, l'avenue de Saint-Jermain, la petite Simone Paty, demeurant chez ses parents, rue Bouvel, à Puteaux. Les personnes qui étaient dans la voiture relevèrent l'enfant, que l'automobile conduisit à l'hospice des Enfants-Assistés.

Le grand quartier général britannique quitte Montreuil et va s'installer à Valenciennes. Les Allemands avaient tenté de contaminer les canalisations d'eau de cet établissement.

— Les vignerons d'Aix-de-Cognac et probablement de Decazeville chômeront aujourd'hui, en signe de protestation contre l'acquiescement de Villain.

— Le Conseil national exécutif américain pour les blessés français a décidé la formation d'un hôpital à Reims, pour lequel 100,000 dollars ont déjà été réunis.

La princesse Ileana, fille de la reine de Roumanie, a dû rester à Londres, étant atteinte d'influenza.

Travaux de Comptabilité

PIGIER, rue de Rivoli, 53. — Tél. Gut. 44-65.

NICHES

par le VICOMTE DE BONDY

J'ai eu l'occasion de transcrire, il y a quelques jours, à cette même place, les opinions qu'un nègre avait émises devant moi sur les inconvénients des chiens à Paris, et qui, je dois le dire, étaient assez sévères à l'égard de l'espèce canine. Plusieurs personnes ont cru devoir s'en affecter, et certaines même ont paru croire que je faisais miennes les doléances de ce nègre, alors qu'au contraire j'avais bien spécifié lui en laissant la responsabilité.

Toute mon existence, ignorée de mes honorables correspondants, proteste contre une telle insinuation. J'aime les chiens, j'en ai toujours eu jusqu'en ces dernières années, et, peu de temps avant la guerre, j'en faisais encore soigner deux dans une maison de santé (où ils sont morts, d'ailleurs, tous deux : l'un, mon vieux caniche, rassasié de jours comme un patriarche de l'Ecriture ; l'autre, hélas ! tout jeune, un ravissant petit épagneul à taches marron et avec des yeux d'or, d'une intelligence trop précoce, le *Marcellus* des cockers, et qu'une méningite, en une seule semaine, a ravi à mon affection et aux brillants destins qui lui semblaient promis).

Et si je n'ai plus eu de chiens depuis, c'est plutôt pour eux que pour moi, car, sincèrement, je ne crois pas qu'ils soient heureux à Paris. Je suis décidé à n'en plus avoir que dans un endroit où ils pourront faire de la culture physique, parce qu'il est certain que ce sont des animaux auxquels l'exercice et le grand air conviennent beaucoup mieux que la vie molle d'une oisiveté. Et bien des personnes qui se figurent aimer les chiens, aiment seulement les avoir pour le plaisir qu'on en tire, ce qui n'est pas tout à fait la même chose ; cela ressemble plutôt à la façon dont les gens aiment le perdreau.

Dans les lettres, assez nombreuses, qui m'ont été adressées relativement aux propos du nègre, et qui, attristées ou violentes, sont sans aménité pour lui, j'ai fait la remarque, que personne n'a réfuté un seul des arguments proférés par mon interlocuteur. On a répondu à son raisonnement par le sentiment (infectes contre lui ou couplets attendris sur ses victimes, ce qui n'est que le procédé employé dans les réunions publiques pour se dérober à la controverse). Je dois donc conclure que c'est lui, en théorie, et à raison, et que nous, qui aimons les chiens, nous les aimons, mais que c'est absurde. Ce n'est pas pour me déplaire : une passion gagnée à avoir pas l'air guidée par l'utilité ; elle en prend quelque chose d'ineffable et de fatal, et il est bon que l'amour, comme tout ce qui, sur la terre prospère, parait grand, pur, chevaleresque, soit désintéressé, et même un peu en conflit avec notre avantage.

La dernière en date de ces lettres émane d'une vieille dame (du moins je pense qu'elle est vieille, parce qu'elle s'intitule « une vieille dame des chiens », et je suppose qu'elle est dame plutôt que demoiselle ; la suite de l'histoire expliquera pourquoi). Cette honnête personne, un peu honteuse de terminer une lettre anonymement, a eu une inspiration amusante. Comme, au cours de mon article, j'avais cité le célèbre *obscure* canes de Virgile, elle signale malicieusement d'une écriture ascendante et mutine : « Virgile » (mais avec un double V). Je ne sais si d'autres que moi éprouveront la même sensation, mais « Virgile » me fit un effet prodigieusement saugrenu. Ce W le rajoutait avec une coquetterie nouvelle et lui donne, il me semble, un excellent aspect interallié.

Mais Mme Virgile a une triste opinion de ses contemporains. Elle trouve les hommes — non les femmes, les hommes seulement — beaucoup plus dégoutants que les chiens. Elle leur reproche leurs kiosques, auxquels elle donne, avec érudition, leur nom d'empereur romain, et elle constate qu'ils crachent partout. Là, je suis d'accord avec elle. Par contre, pour ce qui est de l'obscénité des messieurs, elle m'en fait une description qui dépasse mon entendement ; jamais je n'aurais soupçonné une pareille corruption. Peste ! dans quel milieu a vécu Mme Virgile ! Je ne me permets d'ailleurs pas de prendre parti, et ne sais si l'enfant l'en féliciter ou l'en plaindre, mais sa vertu a dû subir de rudes assauts !

Malheureusement, que les messieurs soient des dégoutants n'est pas un argument en faveur des chiens, qui ne font que comme cet individu venu pour nettoyer les écuries d'Auge et qui en remette. Et si c'est trop de leur double saleté, contrairement à mon nègre, qui voulait faire disparaître le chien pour ne pas gêner l'homme, Mme Virgile veut supprimer l'homme pour conserver le chien.

Je crois que nous conserverons l'un et l'autre.

P.-S. — Je n'ai pas revu le nègre depuis notre unique entretien. On m'a dit qu'il avait

quitté Paris. Je le soupçonne donc d'avoir pris la fuite pour se soustraire aux représailles des gens dont il a froissé les sentiments. J'ai néanmoins reçu de lui un mot, ma foi fort bien tourné, d'où j'extrait ce rapproche :

« Vous avez un peu manqué de courage. Craignant d'encontrer le blâme de nombreux dames et vieilles demoiselles, vous omîtes de faire état d'une de mes déclarations, savoir, que les cynophiles aiment surtout ces malpropres bêtes parce qu'elles ne contentent jamais et qu'on peut leur tenir les propos les plus absurdes sans provoquer une protestation... »

Je n'avais pas manqué de courage ; j'avais complètement oublié ce paragraphe dans sa longue profession de foi.

Mais sur ce point j'objecterai au nègre que si, bien entendu, le chien ne peut contredire le mari, également, y renonce très rapidement.

J'étais, une fois, dans le magasin d'un corbonnier. Entrèrent une grosse dame, un petit chien, un vieux monsieur souriant.

Deux chaises de reps rouge. La grosse dame s'assoit, le petit chien saute sur l'autre chaise. Le vieux monsieur reste debout à côté.

La grosse dame au petit chien : « Mais alors, si tu te mets là, où qu'y va faire sisse ton père, mon chéri ? Dis : où qu'y va faire sisse ? »

Aucun des deux n'a répondu... BONDY.

M. MILLERAND

nous dit ses premières impressions sur l'Alsace-Lorraine

« J'ai trouvé, là-bas, de très braves gens, qui méritent une administration bien ordonnée ».

M. Millerand, commissaire général de la République à Strasbourg, est venu à Paris pour quelques jours, dans le dessein de prendre, d'accord avec le président du Conseil, les mesures utiles à la bonne administration de nos deux provinces reconquises.

Bien qu'il soit très occupé, M. Millerand a bien voulu nous recevoir, au siège du service général d'Alsace-Lorraine, rue François-Ier, et nous communiquer en ces termes ses premières impressions :

« Je reviens de là-bas tout à fait enchanté. J'y ai vu de très braves gens, pleins de bonne volonté et qui méritent, en échange, qu'on les dote d'une administration aussi ordonnée que possible, tout en étant susceptible de prendre des décisions rapides. »

Partout où je suis allé — à Metz, à Colmar, à Mulhouse, — j'ai reçu l'accueil le plus chaleureux que je pouvais souhaiter. A Strasbourg, je n'ai fait qu'une seule visite, et je l'ai réservée à une œuvre d'utilité publique, dont le parfait fonctionnement m'a paru digne d'être signalé et encouragé. C'est « l'Union générale des caisses de maladie ». En somme, les Alsaciens ont réalisé la une assurance obligatoire contre la maladie. Les ouvriers et employés versent 2 pour cent de leur salaire, leurs patrons y ajoutent 1 pour cent, et, lorsque le salaire tombe malade, l'Union générale lui verse les deux tiers de son traitement normal.

Cette organisation montre, entre autres faits, combien les Alsaciens et les Lorrains sont accessibles aux règlements d'utilité sociale, et trace la tâche de notre administration. « Permettez-moi de ne rien vous dire quant à présent, des questions encore en suspens et que mon voyage à Paris a pour but de régler, d'accord avec le président du Conseil et les ministres compétents. »

Avant ainsi parlé, M. Millerand sortit d'un pas alerte et monta dans son auto, qui l'attendait à la porte. Comme cette voiture se rendit aussitôt au ministère des Finances, il n'est pas malaisé d'en conclure que, parmi les questions en suspens que le commissaire général de la République à Strasbourg est venu régler à Paris et sur lesquelles il désire garder le silence, il y a le délicat problème du change des monnaies allemandes en Alsace-Lorraine. — LÉON GROC.

CHEMINS DE FER DE L'EST

Communications entre Paris et Epinal (via Port-d'Atelier) et entre Chaumont et Epinal (via Neufchâteau) à partir d'aujourd'hui

Un nouveau train direct circule entre Paris et Epinal et retour (via Port-d'Atelier). Aller : Paris (dép. 21 heures) ; Epinal (arr. 2 h 15). Retour : Epinal (dép. 20 h 30) ; Paris (arr. 6 h 30).

Un nouveau train partant de Chaumont à 1 h 30 pour arriver à Neufchâteau à 6 h 40, en correspondance avec le train partant de Neufchâteau pour Epinal à 7 h 30.

Dans le sens inverse, le train partant d'Epinal pour Neufchâteau à 15 h 30 se prolonge jusqu'à Chaumont (dép. de Neufchâteau, 19 h 32 ; arr. à Chaumont, 21 h 36), en correspondance avec le nouveau train Epinal-Paris.</

